

L'Oise et la montée des périls

par Jean-Yves Bonnard, directeur du CDDP de l'Oise

Après les nombreuses guerres qui avaient ensanglanté l'Europe du XIX^e siècle, l'entrée dans le XX^e siècle suscita dans la population l'espoir d'un renouvellement des mentalités. Dans sa poésie « Rêve de France », publiée dans le Progrès de l'Oise le 28 décembre 1900, Albert Corbie fit lancer par Marianne un appel à la paix entre les nations.

*« (...) Pour mes frères d'Europe ou mes frères d'Asie,
Je n'ai pas la raison mais j'ai la poésie,
J'ai l'éternel amour!*

*Pour mes frères je veux
La volupté commune, et j'exprime les vœux,
Puisque tous ont besoin d'extase et de lumière,
De les voir attendris, sous la même bannière,
Sous le même drapeau se poursuivre, et joyeux
Pleins de rêves touchants s'embrasser sous mes yeux!
République des cœurs...*

*Sans luttes, sans contraintes
Qu'elle règne à jamais! sans les rouges étreintes,
Sans les sottises fureurs qu'on vit jusqu'à ce jour,
Tout le sang de la guerre est perdu pour l'amour (...) »*

Mais très vite, le nouveau siècle vit s'affirmer le nationalisme des puissances européennes organisées suivant un système d'alliances unissant, d'une part, l'Allemagne à l'Autriche-Hongrie et à l'Italie (la Triple Alliance) et, d'autre part, la France au Royaume-Uni et à la Russie (la Triple Entente). Les tensions internationales s'affichèrent dans des rivalités coloniales, dans une concurrence économique mais aussi dans une course aux armements.

Vers une « paix armée »

Par deux fois, en 1905 et en 1911, l'Allemagne affronta la France sur la question du Maroc, laquelle se conclut par des accords diplomatiques. Toujours en 1905, la Russie troublée par des événements révolutionnaires fut vaincue par le Japon et perdit la Mandchourie. Trois ans plus tard, elle perdit de nouveau de son influence en Europe lorsque l'Autriche-Hongrie annexa la Bosnie-Herzégovine. Les rivalités politiques entre états trouvèrent un écho dans certains milieux intellectuels exaltant la guerre, tandis que la solidarité prônée par la II^e Internationale ouvrière s'effaçait devant l'idée de défense de la patrie.

La « paix armée » qui régnait entre les grandes puissances européennes se trouvait constamment menacée par l'agitation nationaliste dans les Balkans. Déjà, en 1913, la première guerre balkanique vit l'empire ottoman perdre ses territoires en Europe au profit d'une coalition formée par la Grèce, la Bulgarie et la Serbie. Puis, une nouvelle guerre opposa les vainqueurs à la suite de laquelle une recomposition territoriale conduisit à la naissance de l'Albanie et à l'extension de la Grèce, de la Serbie, du Monténégro, de la Bulgarie et de la Roumanie. Cette effervescence nationaliste, où la Serbie appelait à l'unification de tous les Slaves du Sud, fut à l'origine de nouveaux antagonismes entre les petits états soutenus par les grandes puissances.

Aussi, lorsque le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, prince héritier du trône d'Autriche-Hongrie, fut assassiné par un jeune étudiant serbe au cours d'une visite officielle à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), les rivalités ressurgirent entre l'empire austro-hongrois, la Serbie et son allié russe. Nul ne soupçonnait alors que cet attentat serait à l'origine d'un conflit sans précédent qui opposerait en Europe et au Moyen Orient les grandes puissances mondiales.

Une nouvelle crise dans les Balkans

En ce début de mois de juillet 1914, dans l'Oise, la nouvelle de l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie fut annoncée dans une quasi indifférence, cet attentat s'ajoutant aux nombreux autres qui ensanglantaient l'Europe centrale depuis plusieurs décennies. En France, l'attention se porta davantage sur les décisions politiques du nouveau président du conseil, René Viviani, appelé le 13 juin à former un gouvernement après la victoire des radicaux et des socialistes aux élections législatives de mai. Avec l'effondrement des nationalistes puis la chute du ministère Ribot, la tendance fut aux discours pacifistes, à la remise en cause de la politique de défense et à l'instauration d'un impôt sur le revenu.

Ainsi, le 5 juillet, jour de l'inauguration à Longueil-Annel du monument aux morts pour la patrie, le sous-préfet de Compiègne M. Decarme livra aux vétérans de la guerre de 1870 un discours bien surprenant au regard d'une situation internationale qui fut à l'origine du premier conflit mondial : « (...) *Notre pire ennemi n'est pas celui que nous pensons. Il n'y a pas entre nous et lui de frontière. Il est à nos portes, il entre dans nos maisons, il s'insinue dans notre sang, il tarit les sources même de la vie, il renouvelle chaque année, chaque mois peut-être chaque semaine le carnage de Gravelotte. Il s'appelle l'alcool. Et qui donc crie au poison ? Et qui donc crie aux malfaiteurs ? Ah, Messieurs, devant ce monument, méditons la leçon qu'il comporte. (...)* »

Ce discours moraliste s'inscrit dans un contexte général d'apaisement, car pour la grande majorité des Français, l'empire germanique est l'ennemi héréditaire, comme le démontre la polémique dont s'est emparée la chambre des députés à propos de la présence de deux Allemands dans le conseil d'administration de l'usine d'hydrogène pour dirigeable de Lamotte-Breuil. Pour autant, lors de l'inauguration à Compiègne de la statue du major Otenin, le 12 juillet, les discours des personnalités se restreignirent à la seule apologie de cet héros de la guerre de 1814 tué pour la défense de la ville contre l'invasion prussienne. La presse locale, quant à elle, consacra ses colonnes au grand concours de gymnastique organisé dans la ville.

Bien que la dégradation des relations diplomatiques entre le royaume de Serbie et l'empire austro-hongrois furent connues et leurs implications commentées dans la presse, ce ne fut véritablement qu'à l'annonce par Vienne de l'état de guerre, le 25 juillet, que l'inquiétude gagna la population. Ce jour-là, lors d'un banquet républicain offert au nouveau député Butin, le sénateur – maire de Noyon, Ernest Noël, exprima son inquiétude sur la suite des événements : « *Depuis vingt ans, le parti républicain tient le pouvoir ; il en aura la responsabilité devant l'histoire, Jamais je n'ai connu depuis la pénible guerre de 1870, une heure plus grave pour la patrie. Nous savons que vous envisagerez avec sang-froid cette situation et que vous serez toujours guidé par la volonté ferme de défendre la grandeur et l'intégrité de la France.* »

Dès lors, en France, des débats passionnés agitèrent une opinion publique parfaitement consciente des conséquences du jeu des alliances internationales et de leurs répercussions militaires. Pourtant, si les tentatives de préservation de la paix s'éteignaient progressivement au gré des comptes rendus officiels, l'espoir d'un conflit localisé demeurait. En témoignent les discours rassurants des politiques à une presse captivée par le procès de la femme du ministre Caillaux, meurtrière du directeur du journal Le Figaro.

Le 28 juillet, tandis que l'éditorialiste de La Gazette de l'Oise indiquait « (...) *Nous allons donc vivre encore des heures angoissantes tout en gardant le ferme espoir que nous conserverons la paix.* », la déclaration de guerre de l'empire d'Autriche-Hongrie au royaume de Serbie ouvrait des hostilités qui gagnèrent l'ensemble de l'Europe.

La condamnation des alliances

Les tensions entre la Serbie et l'Empire austro-hongrois furent l'occasion pour les partis socialistes européens de réaffirmer la nécessité d'une politique d'arbitrage international réclamée depuis plusieurs années. En France, le 7 juillet 1914, les socialistes unifiés se livrèrent à une manifestation contre l'alliance franco-russe en refusant de voter l'ouverture des crédits pour le voyage présidentiel en Russie. Prévu de longue date, cette visite officielle reçut l'aval du parlement et permit à Raymond

Poincaré de réaffirmer de vive voix au tsar Nicolas II la nécessité de maintenir les obligations de l'alliance entre les deux états.

Au congrès du parti socialiste unifié, ouvert le 14 juillet, Jean Jaurès fit adopter une motion qui préconisait pour empêcher la guerre « *la grève ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés ainsi que l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives* ». En outre, pour favoriser le rapprochement « *nécessaire à la paix du monde* » de la France et de l'Allemagne, le parti réclama l'autonomie de l'Alsace-Lorraine. Face à la montée du péril, Jean Jaurès plus pragmatique proclama le 18 juillet : « *Il n'y a aucune contradiction à faire l'effort maximum pour assurer la paix, et, si la guerre éclate malgré nous, à faire l'effort maximum pour assurer, dans l'horrible tourmente, l'indépendance et l'intégrité de la nation* ».

Si les proclamations de Jaurès semblent avoir eu peu d'écho dans l'opinion publique, dans le département de l'Oise les mouvements politiques et syndicaux relayèrent les propositions du ténor socialiste. Ainsi, jeudi 30 juillet, dans la salle de l'hôtel de Flandre de Creil, le Syndicat des Métallurgistes de Creil et de Montataire organisa un meeting de protestation contre la guerre. Devant une foule nombreuse, les principaux tribuns, M. Alargent, du syndicat des Chemins de fer, M. Marvoyer du groupe socialiste de Creil, M. Aubin, rédacteur au Libertaire et M. Leroux de l'Union des Syndicats ouvriers de l'Oise dénoncèrent les ententes stratégiques qui conduisent à la guerre. Redoutant « *l'épouvantable catastrophe* », ils préconisèrent l'action commune de tous les prolétaires pour faire pression contre les gouvernements européens, avant de clore leurs harangues aux cris de « *Vive la Paix internationale* ».

Mais le lendemain soir, 31 juillet, vers 21h30, un nationaliste exalté, Raoul Villain, assassina Jean Jaurès qu'il considérait comme « *un agent de l'Allemagne* ». Ce meurtre émut les Français et agit sur les consciences : « *Ils ont assassiné Jaurès* » titra l'Humanité. L'annonce de la mort du tribun socialiste sema le trouble et ajouta à l'anxiété ambiante. La presse locale, unanime, condamna cet acte. Ainsi, M. Mermet, rédacteur du journal républicain Le Progrès de l'Oise dénonça le meurtre et rendit hommage à son opposant politique : « *Un crime vient d'être commis, à la fois contre l'humanité et contre la Patrie : Jaurès, le grand orateur socialiste, a été assassiné par un déséquilibré, un énergumène, un fou. Nous déplorons cet acte stupide, qui devient plus criminel encore à cette heure pénible où l'on devait voir tous les citoyens fraternellement unis pour la défense du pays menacé. Nous n'avons jamais aimé Jaurès, nous l'avons souvent admiré. Nous avons déploré ses erreurs, nous avons regretté de voir un si beau talent au service d'une si détestable cause. Jaurès était une grande figure de ce pays ; s'il comprenait mal certains devoirs qui s'imposent à la France, au moins, il honorait la tribune française, il avait des qualités de droiture qui lui méritaient le respect. Tous les Français, tous les honnêtes gens réproveront ce meurtre insensé qui ne peut servir aucune cause, qui ne peut avoir d'autre résultat que de ranimer chez nous des querelles et des haines à l'heure où la France a besoin de l'étroite union de tous ses enfants.* »

De même, dans La Semaine de l'Oise, journal radical-socialiste de Creil, M. Vermont réprova ce geste de folie : « *(...) bien que ne partageant pas ses idées, nous admirions son beau talent de tribun. Quoiqu'en ait dit la malheureuse victime « la haine n'est jamais créatrice » et à l'heure où nous avons, en présence de la menace extérieure, plus que jamais besoin d'union, le fou qui a frappé M. Jaurès est doublement coupable. De toute la force de nos convictions idéalistes de Français, nous flétrissons cet acte criminel fou.* »

Le mouvement pacifiste et internationaliste se désagrégea le 2 août suivant avec l'annonce par les socialistes français, réunis en congrès à Paris, de participer à la défense du pays réclamée par la mobilisation générale. Lors des obsèques de Jean Jaurès, le secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, répondit « *présent à l'ordre de mobilisation* » et annonça son ralliement au principe de la guerre pour « *repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire* ».

L'Armée au cœur de la polémique

Durant ce mois de juillet 1914, l'agitation entourant la crise dans les Balkans fit ressurgir en France les polémiques concernant son armée. Discrédité avec l'affaire Dreyfus (1896-1905), le haut commandement français s'était vu accusé d'incompétence et de corruption. Au cœur des remous, l'armée s'était éloignée d'une nation pourtant animée par un esprit de revanche sur l'ennemi d'outre-Rhin et par un renouveau patriotique. Cette défiance vis-à-vis de l'armée contribua au vote, le 8 août 1913, de la loi militaire « de trois ans » allongeant de douze mois le service militaire fixé à deux années depuis 1905. Cette loi était censée répondre à l'augmentation considérable des effectifs des troupes d'active décidée par le gouvernement allemand en 1912. Elle devint le sujet de luttes idéologiques entre la droite favorable à cette réforme et les socialistes et radicaux-socialistes partisans d'un recours à la « nation armée ».

La question de l'Armée revint sur les devants de la scène au cours d'un débat houleux qui anima le Sénat le 11 juillet : le rapporteur du budget de la guerre, le sénateur de la Meuse Charles Humbert, adressa un réquisitoire vif contre l'organisation de l'Armée en dénonçant ses failles. Face à ces allégations, les politiques relayés par les médias firent état de leur doute vis-à-vis des capacités de l'armée française. Ainsi, le 23 juillet 1914, Marcel Brossé publia dans La Gazette de l'Oise une violente charge dans son éditorial intitulé « La vraie cause de la loi de trois ans » : « (...) *Nous disions avant la loi de trois ans, et nous répétons aujourd'hui avec Charles Humbert : « Nous ne sommes pas aussi forts que nous pourrions l'être. Parce que l'Etat-major est incapable. Parce que nos généraux sont au-dessous de leur tâche. » Les accusés ont répondu : « Ce sont des hommes qui nous manquent » On a voté la loi de trois ans. On ne nous a pas écoutés ; on n'a pas vu que c'était un moyen dilatoire pour éviter de répondre aux accusations. (...) ».*

Cette polémique démobilisatrice étalée dans les colonnes de la presse nationale et locale devint bientôt indécente lorsque les menaces de guerre se firent plus précises. Dans son discours du 25 juillet, Ernest Noël se voulut rassurant et tenta de rétablir la confiance dans l'armée : « *Que sera demain ? Tel est le point d'interrogation menaçant qui se pose. Mais il ne faut pas voir les choses avec un pessimisme exagéré. Nous sommes en réalité, plus prêts qu'on ne le croit. Si nos adversaires ont fait des progrès, nous ne sommes pas restés sur place. Je n'en veux pour témoignage que la récente revue de Longchamp à laquelle j'ai assisté. J'y ai vu que notre artillerie s'était sérieusement améliorée. Et puis, tout est-il parfait, chez nos adversaires ? On ne parle pas chez eux avec la même liberté que chez nous. Le régime est différent et la liberté de la presse n'existe pas. Qui nous dit que nos voisins d'Outre-Rhin ne cachent pas les faiblesses qui existent partout ? Je crois pour ma part que nous aurions tort de trembler et j'estime que c'est plutôt le moment de montrer que nos cœurs ont gardé des habitudes de virilité (...) ».*

Les mots de réconfort prononcés par le président du conseil général de l'Oise ne parvinrent pas à masquer son doute à l'égard de l'armée. Aussi, le 30 juillet, Georges Cévenol, éditorialiste à la Gazette de l'Oise, manifesta son inquiétude face aux événements : « *Serions-nous prêts ? La France vient d'aborder l'une des heures les plus graves de son histoire, puisque, malgré nous, il semble que nous puissions être acculés demain au formidable conflit européen que, depuis des années, notre pacifique démocratie a tout fait pour éviter(...) ».*

Rapidement, pourtant, l'esprit de polémique laissa place à la nécessaire cohésion nationale. Dès le lendemain, Le Progrès de l'Oise en appela au patriotisme de chacun : « *Soyons Unis ! Nous sommes prêts (...) La loi de trois ans, proposée par M. Briand, réalisée par M. Barthou, fermement appliquée par M. Viviani, nous permet d'envisager d'un cœur ferme toutes les éventualités. Rendons hommage à nos hommes d'Etat, dont l'esprit prévoyant et le sentiment patriotique furent toujours dégagés de toute pensée provocatrice. Et nous, journalistes, simples citoyens, occupons-nous d'effacer les divisions créées entre nous par la lutte des partis. Soyons unis et prêts à répondre d'une seule voix. »*

Ces discussions sur l'état de préparation de l'armée française à la veille du conflit, eurent comme principal effet de déstabiliser la population. Pessimistes, les habitants de l'Oise se préparèrent à l'invasion, les plus aisés en délaissant le département pour un autre plus sûr, les autres en préparant

des stocks de provisions et en thésaurisant les valeurs. Le sous-préfet de Compiègne décrit ainsi l'état d'esprit des habitants de son arrondissement : « *La nervosité du tempérament français est dominée par le sentiment de danger et la conviction que le sang-froid s'impose. L'or se cache. Les gens prennent leurs précautions et retirent des caisses d'épargne et des banques de dépôts, mais sans affolement* ». Cette tension toucha les villes comme les campagnes où les cultivateurs s'activaient à rentrer leur récolte. La crainte qui envahit tout le pays se concrétisa bientôt par une pénurie monétaire explicable par une défiance populaire envers les billets de banque. Le commissaire de police de Beauvais rapporta au préfet de l'Oise : « *La limitation à 50 Frs par quinzaine des retraits de fonds de la caisse d'épargne a causé quelques déceptions. Un service d'ordre sera organisé demain samedi à la caisse d'épargne nationale et dans les établissements où la nécessité s'imposerait* ».

Ecourtant leur voyage officiel dans la Baltique, le président de la République et le président du Conseil confirmèrent les craintes des habitants en rappelant les soldats permissionnaires et en faisant garder les voies ferrées.

L'Allemagne entre en lice

Face au danger d'une propagation du conflit austro-serbe à toute l'Europe, les organes de presse oublièrent leurs dissensions. Dans son article intitulé « Le devoir », Jean Lanore, éditorialiste de la Gazette de l'Oise, indiqua le 1^{er} août : « (...) *Si l'Allemagne veut tenter l'aventure, qu'elle y vienne : nous sommes prêts !* ». Le ton du journal avait changé. En outre, la loi de trois ans tant décriée devint un élément fort de la stratégie militaire.

Mais la situation s'était encore dégradée. Malgré le sentiment émis par la Russie que l'Autriche se bornerait à une « *démonstration militaire* », le 30 juillet, le tsar avait décidé d'apporter son soutien à son allié serbe en décrétant la mobilisation de ses troupes. Dès lors, l'engrenage des alliances et des ententes ne put plus être arrêté par des puissances enclines à s'affronter. Le 31 juillet 1914, l'Allemagne, qui se sentait menacée sur sa frontière orientale, réclama par ultimatum à la Russie de cesser la mobilisation. De son côté, consciente du risque d'extension du conflit à l'ensemble de l'Europe, l'Angleterre parlementa avec l'Empire Allemand pour respecter la neutralité de la Belgique. Le lendemain, 1^{er} août, l'Empire allemand refusa la demande anglaise, décréta la mobilisation générale et déclara la guerre à la Russie.

L'état-major général impérial allemand appliqua alors le plan établi par le Comte Alfred von Schlieffen (1833-1913). Dressé entre 1897 et 1905 dans l'hypothèse d'une guerre sur deux fronts avec une entente militaire avec les Austro-hongrois, il avait pour objectif d'anéantir l'armée française avant que l'armée russe ait pu achever la mobilisation de ses troupes. La stratégie consistait à lancer sur la France les trois-quarts des forces allemandes (78 divisions d'infanterie et 10 divisions de cavalerie) en passant par la Belgique et le Luxembourg neutres, puis, dans un mouvement tournant vers le sud, gagner la capitale et prendre à revers l'armée défaits. Le plan prévoyait d'écraser l'armée française en six semaines puis de déplacer à l'est les forces engagées sur le front de l'ouest afin de battre l'armée russe aux prises avec les 9 divisions d'infanterie et les 12 brigades de landwehr.

L'état-major allemand savait que, par le jeu des alliances, la France entrerait en guerre et constituerait ce second front si redouté. Aussi, le plan Schlieffen fut mis en œuvre par le général Helmuth von Moltke dès le 1^{er} août 1914 avec l'invasion du Luxembourg par la IV^e Armée du Duc Albrecht de Wurtemberg. Prête à lancer ses sept armées sur la France, l'Allemagne adressa un ultimatum à la Belgique lui imposant de ne pas refuser le passage de ses troupes.

Depuis le début de la crise, la France n'avait eu de cesse de montrer sa volonté de paix à l'opinion internationale. L'intrusion de cavaliers allemands sur son territoire, dans l'est, conduisit même le pouvoir politique à ordonner à ses troupes un repli de 10 kilomètres à l'intérieur des frontières pour éviter l'affrontement. Le 1^{er} août, l'ordre de mobilisation générale fut lancé pour le lendemain. La guerre était en marche...

Plan de l'article

L'Oise et la montée des périls

Une nouvelle crise ans les Balkans

La condamnation des alliances

L'Armée au cœur de la polémique

L'Allemagne entre en lice

Pour citer cet article

Jean-Yves Bonnard, L'Oise et la montée des périls, avril 2008.

URL : http://crdp.ac-amiens.fr/cddpoise/oise14_18/montees_perils.php